

Un nouveau cadre au service du Modèle de développement au Maroc

Par Yossef Ben-Meir



Il est peut-être ironique de voir le Maroc recon siderer et remanier actuellement son « Modèle de développement », c'est-à-dire ses cadres nationaux d'orientation destinés à promouvoir l'épanouissement social et environnemental. J'ai longtemps cru – et je continue de croire – aux cadres existants du Maroc pour le développement de son peuple. Il y a, après tout, beaucoup de choses positives dans ces modèles. Les municipalités doivent créer des plans de développement élaborés avec la participation de toutes les communautés et de tous les groupes. La gestion de l'environnement est censée intégrer la population locale. Les programmes agricoles visent à réaliser la chaîne de valeur avec les communautés de petits propriétaires terriens. Le Maroc s'est engagé à poursuivre les objectifs en matière de décentralisation, d'énergie renouvelable, de libération de la femme et des jeunes des entraves sociales et économiques, et de l'unité bien établie dans le Sud. La préservation du multiculturalisme est un choix national indiscutable.

En outre, ces initiatives sont bien plus nombreuses si l'on considère l'innovation qui les caractérise et la valeur ajoutée qui peut être obtenue lorsque ces cadres fonctionnent en synergie. À titre d'exemple, la feuille de route sur la décentralisation désigne les communautés locales comme planificateurs et exécutants de projets de développement, qui doivent être soutenus par un soutien national, privé et public. La décentralisation est d'autant plus viable que le modèle marocain comprend également une Charte municipale nationale, qui exige des élus locaux et de la société civile d'élaborer, aux côtés de tous les membres de la communauté, leurs plans de développement humain. Dans le cadre de ce modèle, cela signifie que le travail communautaire participatif des municipalités et leur formation de partenariats en vue de créer des projets gérés par et pour le bénéfice de la population, contribuent à l'émergence d'un système décentralisé. Les administrations publiques seraient ainsi beaucoup plus conscientes des priorités de la population et les soutiendraient directement.

Pour le Maroc, tous ces cadres qui existent à ce jour – appelons-les ensemble, « modèle un » – visent et pourraient mettre en avant des initiatives de développement durable dans les campagnes. Pourtant, en toute honnêteté, cela demeure assez exceptionnel lorsqu'une municipalité rurale crée des plans de développement reflétant réellement l'identification collective des projets nécessaires dans leur région. Les femmes et les filles des zones rurales ne connaissent pas, pour la plupart, le code de la famille marocain et les droits qui sont les leurs. Forte de son identité multiculturelle, l'unité du Maroc est belle et réelle, mais sa traduction dans la croissance critique pour la population est insuffisante.

Cette recherche depuis 2019 de redéfinition du modèle marocain a été rendue possible par les frustrations liées à la pauvreté à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société marocaine. Il est louable que l'insatisfaction nationale ait entraîné un tel sursaut, alors qu'il reste maintenant six mois avant l'achèvement prévu par la commission désignée. J'espère que les concepteurs d'une nouvelle approche marocaine – le Modèle 2 – sauront apprécier à leur juste valeur les acquis du Modèle 1. J'irais plus loin et suggérerais que le Modèle 2 soit visionnaire et audacieux en proposant des actions programmatiques pour mettre en œuvre avec succès le modèle un.

Les frustrations des marocains en matière de développement proviennent d'une formation insuffisante au développement participatif parmi les personnes chargées de faciliter le dialogue et les actions communautaires. Pour réussir dans le modèle actuel du Maroc, les communautés doivent faire partie intégrante de la planification et de la gestion, et cette condition ne peut être remplie que si l'on inclut des facilitateurs formés à la planification participative dans la chaîne de valeur. Les membres des conseils locaux n'ont généralement pas l'expérience de programmes de renforcement des capacités qui améliorent ces compétences appliquées nécessaires. Nous ne pouvons pas forger une décentralisation à partir de projets communautaires déterminés par les bénéficiaires, alors que les gens de ces juridictions n'ont jamais eu l'occasion d'apprendre comment.

Les projets dont les gens ont le plus besoin et qu'ils souhaitent le plus voir réalisés nécessitent un financement, même lorsque les bénéficiaires fournissent un travail en nature. Par conséquent, l'Initiative nationale pour le développement humain, le programme phare du Maroc qui vise à stimuler le développement des projets, devrait accroître son soutien aux initiatives des conseils municipaux une fois que la participation de la population à la conception a véritablement eu lieu.

En résumé, le modèle marocain actuel consiste à mettre en œuvre des idées de développement communautaire pour le changement avec des partenariats publics-privés. Un nouveau modèle ne pourra être déployé sans la mise en œuvre du premier. Par conséquent, je serais certainement plus rassuré si la base du deuxième modèle émergeait des producteurs d'amandes de Taroudant, des communautés nomades du sud, des récolteurs de cumin de l'est, des femmes et des filles des communautés vivant dans la montagne, des transformateurs artisanaux de produits alimentaires d'Azilal, des jeunes diplômés du secondaire de Driouch ou encore des jeunes vivant dans des endroits retirés – un éloignement qui peut parfois être handicapant. J'espère que le modèle qui verra le jour sera élaboré par les personnes auxquelles il est destiné.

Ensuite, nous apprendrons l'ensemble des façons dont nous pouvons aligner les ressources sur les actions communautaires pour l'autonomisation, la prise de décision, la mise en œuvre et la transformation. Après tout, les modèles valables sont ceux qui révèlent les moyens d'assurer un soutien aux communautés pour qu'elles puissent prendre le contrôle de leurs moyens de subsistance et de leur avenir.

Yossef Ben-Meir est un sociologue vivant à Marrakech. Il est le Président de la Fondation du Haut Atlas, une organisation à but non lucratif dédiée au développement durable au Maroc.